



REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

(14 pages)

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

APPEL D'OFFRE POUR LES PRESTATIONS DE SURETE ANTI-MALVEILLANCE ET DE SECURITE INCENDIE POUR CERTAINS DES ETABLISSEMENTS DU GROUPE AHNAC

Date limite de la réception des offres : **16 décembre 2024. - 16 h 00**

DIRECTION GÉNÉRALE
ASSOCIATION HOSPITALIÈRE NORD ARTOIS CLINIQUES

Rue Entre deux Monts - BP 29 - 62806 LIÉVIN Cedex
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

www.ahnac.com

SOMMAIRE

Table des matières

1.	Conditions de la consultation	3
1.1.	Objet.....	3
1.2.	Lieux d'exécution	3
1.3.	Date et heure limites de remise des candidatures et offres	3
1.4.	Date et heure limites de questions des candidats	3
1.5.	Délai de validité des offres.....	4
1.6.	Procédure	4
1.7.	Dossier de consultation des entreprises	4
1.7.1	Documents constituant le dossier de consultation des entreprises.....	4
1.7.2	Modification du dossier de consultation	5
1.7.3	Questions des candidats	5
1.7.4	Confidentialité.....	6
1.3.1	Allotissement	7
1.3.2	Tranche.....	7
2.	Candidature et offre technique et financière	8
2.3.1	Dossier de candidature	9
2.5.1	Présentation du pli dématérialisé	11
2.5.2	Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé	11
3.	Conditions d'envoi et de signature.....	12
4.	Examen des offres	12
5.	Notification des résultats.....	14
6.	Déclaration sans suite.....	14
7.	Voies de recours	14

1. Conditions de la consultation

1.1. Objet

La présente consultation a pour objet d'attribuer un marché de services à un prestataire ayant les capacités d'assurer les prestations de sureté anti-malveillance et sécurité incendie de certains établissements du Groupe AHNAC.

Les établissements concernés sont listés dans l'article 1.2

Le marché est :

- A prix global forfaitaire pour la prestation récurrente définie au présent CCP.
- A bons de commande pour les prestations exceptionnelles / ponctuelles / complémentaires définies au CCP.

1.2. Lieux d'exécution

➤ Pour les sites inclus dans le forfait :

- Etablissement 1 : Polyclinique d'Hénin-Beaumont à Hénin-Beaumont
- Etablissement 2 : Polyclinique de la Clarence à Divion

➤ Pour les vacations horaires optionnelles, sur bons de commande

- Etablissement 1 : Polyclinique d'Hénin-Beaumont à Hénin-Beaumont
- Etablissement 2 : Polyclinique de la Clarence à Divion
- Hôpital de Riaumont à Liévin
- Polyclinique de la Clarence à Divion ;
- Clinique Teissier à Valenciennes ;
- Centre de Réadaptation Les Hautois à Oignies ;
- Centre de Psychothérapie Les Marronniers à Bully les Mines ;
- EHPAD Denise DELABY à Liévin ;
- EHPAD Fernand Cuvelier à Noyelles sous Lens ;
- EHPAD Les Jardins du Crinchon à Achicourt ;
- EHPAD L'Aquarelle à Bully les Mines ;
- EHPAD Les Charmilles à Barlin.

1.3. Date et heure limites de remise des candidatures et offres

Le 16/12/2024 à 16h00

1.4. Date et heure limites de questions des candidats

Le 06/12/2024 à 16h00

1.5. Délai de validité des offres

A compter de la date limite de remise des offres, les candidats restent engagés par leur offre pendant un délai de 180 jours.

1.6. Procédure

Appel d'offres ouvert, au sens des articles :

- L.2124-2 du code de la commande publique (Marchés passés selon une procédure formalisée - Appel d'offres)
- R.2124-2.1° du code de la commande publique (Marchés passés selon une procédure formalisée - Appel d'offres ouvert)
- R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique (Règles applicables aux procédures formalisées - Appel d'offres ouvert)

1.7. Dossier de consultation des entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est disponible sur le site <https://www.marches-securises.fr>, gratuitement, en accès direct non restreint et complet.

Lors du téléchargement du DCE, les candidats doivent s'identifier afin de bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation.

1.7.1 Documents constituant le dossier de consultation des entreprises

- Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les documents suivants
- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- Le certificat de visite ;
- L'acte d'engagement (AE), à signer par le candidat ;
- La Lettre de candidature (DC1) ;
- La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2) ;
- La déclaration de sous-traitance (DC4) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Cadre de réponse technique – A – Organisation de l'interface avec les Responsables des Sites, à remplir par le candidat, dans la limite de 20 pages ;
- Le Cadre de réponse technique – B – Adéquation de l'offre technique par rapport aux spécificités des sites, à remplir par le candidat, dans la limite de 20 pages ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et Services, (CCAG/FCS) actuellement en vigueur ;
- Le tableau des personnels à reprendre
- Les plans des locaux à sécuriser (qui seront remis aux candidats, en mains propres, à l'occasion lors la visite de site, et dont il faudra préserver la confidentialité)

- Le descriptif des dispositifs d'alarme et de sécurité incendie installés dans les établissements (qui seront remis aux candidats, en mains propres, à l'occasion lors la visite de site, et dont il faudra préserver la confidentialité)

1.7.2 Modification du dossier de consultation

Candidats

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications au CCP, l'intégralité des prescriptions devra être respectée.

Pouvoir adjudicateur

Au sens de l'article R.2132-6 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires et/ou modifications de détail au dossier de consultation sont adressées aux candidats 6 jours au plus tard avant la date et heure limites fixées pour la réception des offres, pour autant que les candidats en présentent leurs demandes en temps utile.

Depuis la plateforme de dématérialisation *marches-securises.fr*, ces renseignements complémentaires et/ou modifications de détail sont adressés à l'ensemble des candidats préalablement identifiés qui ont ainsi les mêmes éléments en leur possession afin de constituer leur offre.

Les candidats ont l'obligation de répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite de remise des offres est reportée alors cette disposition est applicable en fonction de la nouvelle date.

1.7.3 Questions des candidats

Questions des candidats

Depuis la plateforme de dématérialisation *marches-securises.fr* et avant la date et l'heure limites fixées pour les questions des candidats, les candidats adressent leurs questions et/ou signalent et justifient sans délai toute omission ou erreur contenue dans le dossier de consultation.

A défaut, le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son offre, sans exception ni réserve, conformément aux stipulations des pièces contractuelles du marché, de la réglementation en vigueur, des règles de l'art, des normes, des règlements et textes en vigueur. Le candidat est réputé par le fait même de sa proposition, avoir pris connaissance de toutes les contraintes relatives au site, que ce soit pour la nature des travaux, les conditions générales locales et particulières ou celles relatives à l'approvisionnement et au stockage des matériaux ainsi qu'à la limitation d'accès des véhicules.

Réponse du Représentant du Pouvoir adjudicateur

Au sens de l'article R.2132-6 du code de la commande publique, soit 6 jours au plus tard avant la date et heure limites fixées pour la réception des offres, et depuis la plateforme de dématérialisation *marches-securises.fr*, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur complète le dossier de consultation

des entreprises d'une note d'information reprenant les questions posées et les réponses apportées.

Si la date limite de remise des offres est reportée alors cette disposition est applicable en fonction de la nouvelle date.

Les candidats préalablement identifiés sur *marches-securises.fr* sont informés de ces modifications.

Les candidats ont l'obligation de répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

1.7.4 Confidentialité

L'ensemble des documents reste la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur. Les candidats respectent la confidentialité des informations qui leur sont remises et ne peuvent les diffuser à l'exclusion des personnes qui participent directement à l'élaboration du dossier de réponse au sein de leur entreprise et de leurs éventuels sous-traitants et/ou cotraitant.

1.1. Visites des candidats

Les candidats ont l'obligation de visiter les lieux, les deux établissements inclus dans le forfait (polyclinique d'Hénin Beaumont et polyclinique de la Clarence), ainsi que l'hôpital de Riaumont, qui demeure le principal établissement, sujet aux bons de commande.

- Les visites auront lieu le mercredi 4 décembre aux horaires suivants :

Pour la polyclinique de la Clarence : de 13h à 14h maximum

Pour l'Hôpital de Riaumont : de 14h30 à 15h30 maximum

Pour la polyclinique d'Hénin-Beaumont : de 16h à 17h maximum

- Le lieu de rendez-vous est fixé à l'adresse suivant :
 - Polyclinique de Clarence : hall d'accueil
 - Hôpital de Riaumont : Hall d'accueil de l'entrée 1 (côté urgences)
 - Polyclinique d'Hénin-Beaumont : Hall d'accueil

La visite sera limitée à deux personnes maximum par société candidate. Aucune réponse ne sera apportée aux questions posées lors de la visite. Les questions devront être posées selon les conditions fixées au § 1.7.3. *Questions des candidats* du présent règlement.

A l'occasion de la visite de site, seront remis aux candidats, en mains propres :

- Les plans des locaux à sécuriser (qui seront remis aux candidats, en mains propres, à l'occasion lors la visite de site, et dont il faudra préserver la confidentialité)

1.2. Durée du marché

La durée du marché est fixée à 12 mois à compter du 01.02.2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure au 01.02.2025.

A l'issue de cette première période ferme, le marché peut être renouvelé tacitement 3 fois 12 mois. La durée totale du marché ne pourra excéder 4 ans.

Le titulaire ne peut s'opposer aux reconductions. (art. R.2112-4 CCP)

En cas de non-reconduction du marché, le Pouvoir Adjudicateur informera le Titulaire par l'envoi d'une LRAR deux mois avant la date d'anniversaire du contrat.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la propriété intellectuelle et à la confidentialité.

1.3. Organisation de l'achat

1.3.1 Allotissement

Au sens de l'article R.2113-3 du code de la commande publique, la présente consultation n'est pas allotie.

L'allotissement risquerait de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Le non-allotissement se justifie également, par des considérations d'efficacité et de sécurité, nécessitant la désignation d'un unique prestataire, chargé d'unifier la mise en sécurité des sites inclus dans le forfait, et ce afin d'éviter toute désorganisation, susceptible d'ouvrir quelques failles de sécurité, propices aux actes malveillants.

1.3.2 Tranche

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

1.4. Nomenclature communautaire – Classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV)

79713000-5 Services de gardiennage

79714000-2 Services de surveillance

71317100-4 Services de conseil en protection et contrôle en matière d'incendie et d'explosion

1.5. Prix

Au sens de l'article R.2112-6 du code de la commande publique, le marché est composé :

- D'une prestation forfaitaire, chiffrée dans le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), portant sur la polyclinique de la Clarence & la polyclinique d'Hénin Beaumont.

- Des prestations complémentaires, commandées par bons de commande, selon les prix figurant au Bordereau de Prix Unitaires (BPU), pour l'hôpital de Riaumont, et éventuellement les autres établissements du groupe AHNAC, tels que définis à l'article 1.2. ci-avant.

Les prix du marché sont révisables, au sens de l'article R.2112-13 du code de la commande publique.

Le montant maximum des prestations sur bons de commande, apprécié annuellement, est plafonné à 50% du montant du forfait.

Les conditions de variations des prix sont fixées au CCP.

1.6. Variante

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter une/des variante(s).

2. Candidature et offre technique et financière

La remise d'un dossier de réponse emporte engagement sans réserve du candidat sur l'ensemble des documents du marché et sur son offre.

2.1. Langue

Les documents fournis par le candidat seront rédigés en langue française.

2.2. Monnaie

L'unité monétaire utilisée est obligatoirement l'Euro.

2.3. Candidature

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Les candidats peuvent présenter en complément tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Conformément à l'article R.2142-25 du code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre d'un groupe, ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du code de la commande publique, les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli de l'opérateur économique toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

2.3.1 Dossier de candidature

Le candidat formule sa candidature en produisant un *dossier intitulé « CANDIDATURE »*.

La production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

Qu'il se présente seul ou dans le cadre d'un groupement, ce dossier « CANDIDATURE » comprend :

Situation propre

- **DC1** - La lettre de candidature par l'imprimé DC1 daté et signé électroniquement ou une déclaration sur l'honneur datée et signée électroniquement justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à 11 de code de la commande publique et qu'il est en règle au regard du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- **DC2** - La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement par l'imprimé DC2. Les mentions du capital et du chiffre d'affaires seront suivies de l'unité monétaire.
- **Cas du redressement judiciaire** - Si le candidat est en redressement judiciaire, il joindra la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- **Régularité sociale** - Les attestations de régularité sociale de l'année N-1 attestant de la situation concernant les obligations déclaratives et de paiement en matière de cotisations et contributions sociales auprès de l'Urssaf.
- **Régularité fiscale** - Les attestations de régularité fiscale de l'année N-1 justifiant la situation des impôts et taxes dus au Trésor public.
- **Kbis** - Un extrait du Kbis ou équivalent (datant de moins de 3 mois à la date d'envoi de la candidature).
- **Cas des opérateurs économiques établis dans un état autre que la France** - Pour les opérateurs économiques établis dans un état autre que la France, en vertu de l'article R.2143-9, seront produits les documents listés à l'article R.2143-10 du décret n°2018-1075 du 03-12-2018.
Ces documents seront accompagnés d'une traduction française certifiée conforme à l'original.
- **Cas des entreprises nouvellement créées** - Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt de statuts transmis par le centre de formalités des entreprises.

- **DC4** – La déclaration de sous-traitance (connue au stade de la candidature) par l'imprimé DC 4 daté et signé électroniquement.

Capacités techniques et professionnelles
--

- **Capacités techniques et professionnelles** par une attestation du candidat garantissant qu'il possède les capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.
- **Références similaires** par une attestation du candidat présentant un niveau d'expérience suffisant, démontré par des références similaires provenant de marchés publics, ou de contrats privés, exécutés antérieurement (Montant, durée, année d'exécution, identité de l'acheteur).
- **Effectifs** par une attestation du candidat indiquant ses effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement durant les 3 dernières années.
- **Capacités d'autres opérateurs économiques** - Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.
- L'agrément visé à l'article L.612-6 du code de la sécurité intérieure, et l'autorisation visée à l'article L.612-9 du code de la sécurité intérieure

Autres documents

- Si le signataire des pièces de ce marché n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire.
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Une copie de la police d'assurance de responsabilité civile et professionnelle.
- Un RIB.

2.4. Offre technique et financière

Le candidat formule son offre en produisant un *dossier intitulé « OFFRE »*.

La production de l'ensemble des documents constituant le dossier « OFFRE » conditionne la validité de l'offre.

Les candidats peuvent présenter en complément tous les documents qu'ils jugent utile de communiquer dans le cadre de leur offre.

Qu'il se présente seul ou dans le cadre d'un groupement, le dossier « OFFRE » comprend :

- L'Acte d'Engagement (AE) signé ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Certificat de visite ;
- Le RIB ;
- Le mémoire technique, limité à 50 pages (police taille 11)
- Le Cadre de réponse technique – A – Organisation de l'interface avec les Responsables des Sites, limité à 10 pages (police taille 11) ;
- Le Cadre de réponse technique – B – Adéquation de l'offre technique par rapport aux spécificités des sites, limité à 10 pages (police taille 11)

2.5. Dématérialisation du pli

Chaque élément doit clairement être identifié.

2.5.1 Présentation du pli dématérialisé

Le pli est constitué de deux dossiers distincts :

- « Dossier CANDIDATURE » dont le contenu est listé à l'article 2.3.1. du présent règlement.
- « Dossier OFFRE » dont le contenu est listé à l'article 2.4. du présent règlement.

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

- L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE.
- Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF.

2.5.2 Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé

Afin de faciliter le traitement des offres dématérialisées, il est demandé aux candidats de se conformer, dans la mesure du possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

Le nom des fichiers des pièces sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence

Le nom de la société peut être entier, ou bien raccourci

Suivi de la désignation de la pièce qui devra être la plus claire, la plus simple et la plus courte possible

Exemple :

DOSSIER CANDIDATURE

_Dupont_DC1

_Dupont_DC2

DOSSIER OFFRE

_Dupont _ OFFRE_ACTE ENGAGEMENT

_Dupont _ OFFRE_DPGF

_Dupont _ OFFRE_MEMOIRE TECHNIQUE

Dupont _ OFFRE_AUTRE

3. Conditions d'envoi et de signature

3.1. Dématérialisation du pli et signature

Depuis la plateforme de dématérialisation [marches-securises.fr](https://www.marches-securises.fr), les plis électroniques sont transmis avant la date et l'heure limites de remise des candidatures et offres.

Les plis sont transmis en une seule fois. En application de l'article R.2151-6 du code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-securises.fr> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Le certificat de signature électronique doit être conforme au Référentiel Général de Sécurité (RGS). Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme au Référentiel Général de Sécurité.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme <https://www.marches-securises.fr>.

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée lors du dépôt sur la plate-forme <https://www.marches-securises.fr>.

Lors de son dépôt sur la plate-forme <https://www.marches-securises.fr>, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique valide.

4. Examen des offres

4.1. Critères de pondération pour jugement des offres

Le représentant du pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur les critères pondérés suivants :

Critère n°1	Prix du forfait, selon DPGF	40 points
Critère n°2	Prix des prestations sur bons de commande, selon le BPU	5 points
Critère n°3	Organisation de l'interface avec les responsables des sites, décrite dans le cadre de réponse technique A	25 points
Critère n°4	Pertinence de l'Offre technique, décrite dans le cadre de réponse technique B	25 points
Critère n°5	Démarche RSE du candidat	5 points

- La méthode de calcul pour la notation du critère n°1 est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) x 40

Une note de 40 points est attribuée à l'offre la moins-disante total hors taxe renseignée dans la DPGF

- La méthode de calcul pour la notation du critère n°2 est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) x 5

Une note de 5 points est attribuée à l'offre la moins-disante total hors taxe renseignée dans le BPU

Au vu des critères pondérés, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur classe les offres des candidats par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse c'est-à-dire la mieux classée.

4.2. Mise au point des composantes du marché

Conformément à l'article R.2152-13 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché avant signature. Cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre.

4.3. Offre irrégulière, inappropriée ou inacceptable

Conformément à l'article R. 2152-1, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

- Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale. (Article. L. 2152-2 du code de la commande publique) ;

- Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure. (Article. L. 2152-3 du code de la commande publique ;
- Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation. (Article. L. 2152-4 du code de la commande publique) ;

Conformément à article R. 2152-2 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur peut autoriser les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

4.4. Offre anormalement basse

Une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché. (Article. L. 2152-5 du code de la commande publique).

Le traitement des offres anormalement basse est défini aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique et aux articles L2152-5 et L.2152-6 du code de la commande publique

5. Notification des résultats

Les notifications de rejets d'offres sont dématérialisées sur le site <https://marches-securises.fr>.

La notification d'un marché est dématérialisée par le site <https://marches-securises.fr>.

6. Déclaration sans suite

Le Pouvoir Adjudicateur peut à tout moment, déclarer la procédure sans suite (Article. R. 2185-1 du code de la commande publique).

7. Voies de recours

En cas de contestation de la procédure, la juridiction compétente à saisir est :

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LILLE

13 Av. du Peuple Belge,

59800 Lille

Email : tj1-lille@justice.fr

Tel : 0320783333